(1)

(N° 109.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1893-1894.

Projet de Loi accordant des crédits supplémentaires et autorisant des transferts et régularisations aux Budgets des exercices 1893 et 1894.

(Voir les nos 168, 194, 196, 201, 204 et 236, session de 1893-1894, de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

BUDGET DE L'EXERCICE 1893.

I. — CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert, pour être rattachés au Budget de l'exercice 1893, des crédits supplémentaires montant à la somme de un million six cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent quatre-vingt-douze francs quarante-deux centimes (fr. 1,694,392-42), à affecter au paiement de créances se rapportant à des exercices périmés (1889 et antérieurs) et à des exercices clos (1890, 1891 et 1892), ainsi que pour faire face à des dépenses de l'exercice 1893.

Ces crédits, à couvrir par les ressources ordinaires du Trésor, sont répartis par Ministères et par services, conformément au tableau A annexé à la présente loi, de la manière suivante :

Dotations	fr.	119,735 74
Ministère de la Justice		594,605 »
— de l'Intérieur et de l'Instruction publique.		4,998 32
— de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics		260,858 14
— des Chemins de fer, Postes et Télégraphes		569,811 23
— de la Guerre		140,090 »
— des Finances		4,293 99
ENSEMBLE.	fr.	<u>1,694,392 42</u>

II. — TRANSFERTS.

ART. 2.

Sont autorisés au Budget de l'exercice 1893, à concurrence d'une somme de huit cent soixante-dix-huit mille deux cent trente-quatre francs quatre-vingt-quinze centimes (fr. 878,234-95), les transferts détaillés au tableau B annexé à la présente loi et répartis par Ministères et par services ainsi qu'il suit :

Dette publique	fr.	72,100 »
Ministère de la Justice		95,100 »
— de l'Intérieur et de l'Instruction publique.		59,247 95
— des Chemins de fer, Postes et Télégraphes		140,300 »
— de la Guerre		511,487 »
ENSEMBLE.	fr.	<u>878,234 95</u>

III. — RÉGULARISATIONS.

ART. 3.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique est autorisé à imputer à charge de l'article 109 du Budget de son Département pour l'exercice 1893, une somme de mille huit cent soixante-dix-huit francs quatre-vingts centimes (fr. 1,878-80), pour le règlement du prix de fournitures et travaux effectués pendant les années 1882 à 1885, en vue de l'installation d'un réseau de sonneries électriques reliant l'École normale primaire à la Section normale moyenne de l'État, à Liège.

ART. 4.

Le Ministre des Finances est autorisé à imputer sur l'article 7 du Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1893, une somme de deux mille cent quatre francs quinze centimes (fr. 2,104-15) se rapportant à une dépense afférente à l'exercice 1892.

ART. 5.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à imputer à charge du Budget de son Département pour l'exercice 1893 :

1° Sur l'article 23, une somme de sept cent soixante-douze francs cinquante-six centimes (fr. 772-56), formant le montant d'une dépense de l'exercice 1892 ;

2° Sur l'article 34, une somme de deux cent quarante francs (240 francs) due à deux militaires réformés en 1892.

BUDGET DE L'EXERCICE 1894.

I. — CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.

ART. 6.

Le Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1894 est augmenté à concurrence d'une somme de soixante-quinze mille francs (75,000 francs), à répartir ainsi qu'il suit :

ART. 2. — Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service	fr.	20,000	»
ART. 58. — Mesures de sûreté publique		45,000	»
ART. 58 ^{bis} . — Intervention de l'État dans les frais exceptionnels de police à Anvers, à l'occasion de l'Exposition universelle		10,000	»
ENSEMBLE.	fr.	<u>75,000</u>	»

II. — RÉGULARISATIONS.

ART. 7.

Le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes est autorisé à imputer, à charge du budget de son Département pour l'exercice 1894 :

1° Sur l'art. 21, une somme de cent trente-deux mille six cent cinquante francs (132,650 francs) pour le règlement d'un marché de wagons dont la réception a eu lieu en 1893 et qui, d'après les conditions du contrat, ne doit être payé qu'en 1894 ;

2° Sur l'art. 25, une somme de cinq cent soixante-neuf francs trente centimes (fr. 569-30) se rapportant à des frais de voyage nécessités par l'entretien des horloges électriques de la station de Charleroi, pour la période du 1^{er} août 1885 au 31 décembre 1889.

ART. 8.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics est autorisé à imputer sur l'article 43 du budget de son Département, pour l'exercice 1894, une somme de six mille cent quarante-huit francs vingt-sept centimes (fr. 6,148-27), afférente à des dépenses incombant à l'État du chef de l'application de la loi du 7 mai 1877, sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, pendant les années 1893 et antérieures.

ART. 9.

La présente loi sera exécutoire le jour de sa publication au *Moniteur*.

Bruxelles, le 9 juin 1894.

Les Secrétaires,
Comte DE BRIEY.
ANSPACH-PUISSANT.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*
T. DE LANTSHEERE.